

LA CONTROVERSE CARDIJN-VALSCHAERTS (MARS-AVRIL 1931)

par

Paul WYNANTS

Premier assistant F.N.D.P. Namur

Pendant des décennies, les heurts opposant conservateurs et progressistes ont périodiquement divisé le "monde catholique" belge (1). Inquiétant les autorités religieuses, ces dissensions ont souvent amené l'épiscopat à intervenir dans le débat, comme médiateur ou comme arbitre, au nom de la défense des intérêts supérieurs de l'Eglise (2). Les enjeux et les péripéties de ces luttes d'influence sont généralement connus (3). Certaines escarmouches n'en demeurent pas moins ignorées. Leur ampleur relativement limitée n'est guère de nature à retenir l'attention des chercheurs. D'autre part, leur existence a parfois été soigneusement dissimulée par les protagonistes, à la demande des évêques.

(1) Sur la pertinence de cette expression : *Structures et évolution du "monde catholique" en Belgique*, Bruxelles, 1967 (Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 352-354), pp. 2-6. Sur la "pilarisation" en Belgique : *Verzuiling — "Pilarisation"*, no. spécial de *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, XIII, 1982, 1.

(2) Pour une analyse des interventions de ce type, assortie d'exemples éclairants, voir R. AUBERT, "L'Eglise et l'Etat en Belgique au XIXe siècle", *Res Publica*, X, 1968, pp. 9-31; ID., "L'Eglise catholique et la vie politique en Belgique depuis la seconde guerre mondiale", *ibid.*, XV, 1973, pp. 183-203; W.-S. PLASVIC, "L'Eglise et la politique en Belgique", *ibid.*, X, 1968, pp. 211-252; A. SIMON, "L'influence de l'Eglise sur la vie politique dans l'entre-deux-guerres", *ibid.*, IV, 1962, pp. 387-396; M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *L'Eglise et l'Etat au XXe siècle*, Bruxelles, 1971 (Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 542-543); P. JOYE et R. LEWIN, *L'Eglise et le mouvement ouvrier en Belgique*, Bruxelles, 1967.

(3) Contentons-nous de citer deux exemples significatifs. Pour les heurts à Liège à la fin du XIXe siècle, P. GERIN, *Catholiques liégeois et question sociale (1833-1914)*, Bruxelles, 1959, pp. 379-483; sur les tensions à Charleroi en 1932-1936, J. NEUVILLE, *Adieu à la démocratie chrétienne ? Elie Baussart et le mouvement ouvrier*, Bruxelles, 1973, pp. 77-105.

C'est une de ces controverses peu connues (4) qui sera évoquée ici. En mars-avril 1931, elle met aux prises l'aumônier général de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.) et le directeur du *Rappel*, un quotidien catholique de droite édité à Charleroi (5). Nous examinerons d'abord le contexte dans lequel les faits s'inscrivent. Nous envisagerons ensuite les événements qui alimentent la polémique, les développements de celle-ci, puis l'intervention épiscopale qui y met fin.

1. L'OFFENSIVE DES JEUNES GARDES SOCIALISTES

Animée par le chanoine J. Cardijn (6), la J.O.C. a été fondée en 1919 sous le nom de "Jeunesse Syndicaliste" (7). Elle se développe au fil des ans (8). A partir de 1928, elle s'implante dans des com-

(4) On en trouve un aperçu très sommaire dans M. FIEVEZ, J. MEERT et R. AUBERT, *Cardijn*, Bruxelles, 1969, pp. 95-96 et J. VERHOEVEN, *Joseph Cardijn, prophète de notre temps*, Bruxelles, 1971, pp. 40-41.

(5) Par les positions de son directeur, *Le Rappel* ressortit, nous le verrons, au catholicisme réactionnaire, tel que l'a présenté E. DEFOORT, *Charles Maurras en de Action Française in België*, Bruges, 1978. Par certains de ses traits — y compris le public auquel il s'adresse — le journal s'apparente également au catholicisme conservateur. C'est d'ailleurs en ces termes que le désigne le même auteur, "Le courant réactionnaire dans le catholicisme francophone belge 1918-1926. Première approche", *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, VIII, 1977, p. 86, n. 16.

(6) Léon Joseph Marie Cardijn (Schaerbeek, 1882-Louvain, 1967) est ordonné prêtre en 1906. Professeur au petit séminaire de Basse-Wavre pendant plus de quatre ans, il est nommé vicaire à Laeken (1912), puis directeur des Oeuvres sociales chrétiennes de l'arrondissement de Bruxelles (1915). Fondateur et aumônier général de la J.O.C., il se consacre entièrement au mouvement à partir de 1927. Il devient successivement chanoine honoraire de Malines (1929), camérier secret (1950), prélat domestique (1956), archevêque et cardinal (1965). Aux deux biographies mentionnées *supra*, il convient d'ajouter : M. WALCKIERS, *Joseph Cardijn jusqu'au fondation de la J.O.C.*, dissert. dactyl. U.C.L., Louvain-la-Neuve, 1981 et *Cardijn, un homme, un mouvement*. Actes du colloque de Leuven/Louvain-la-Neuve, 18-19.11.1982, Louvain, 1983. Signalons que les Archives Cardijn (citées *infra* A.C.) viennent d'être déposées aux Archives Générales du Royaume.

(7) M. WALCKIERS, *Sources inédites relatives aux débuts de la J.O.C.*, Louvain-Paris, 1970 (Cahiers du Centre Interuniversitaire d'Histoire Contemporaine, no. 61), pp. XI-XXXIX.

(8) Le mouvement annonce 22.500 membres en 1930, 27.100 en 1931. Durant la même période, les effectifs des quatre branches (J.O.C., J.O.C.F., K.A.J. et V.K.A.J.) oscillaient entre 70 et 80.000 inscrits. Cités dans A.C., 285, *Relations avec l'A.C.J.B.*, rapports des 17.4.1931 et 15.3.1933, ces chiffres sont à considérer avec circonspection, vu la fâcheuse propension des mouvements de jeunesse à "gonfler" le nombre de leurs adhérents.

munes industrielles largement contrôlées par les partis de gauche, pénétrant même des milieux jusqu'alors hostiles au syndicalisme chrétien (9). Le mouvement concurrence ainsi les organisations socialistes, avec lesquelles il entretient d'emblée des relations conflictuelles.

Rapidement, le ton monte entre Jocistes et Jeunes Gardes du P.O.B. (10), dans la presse comme dans les entreprises. La rivalité des premières années se mue en guerre ouverte dès le début de 1930 : de part et d'autre, on ne recule ni devant les arguments simplistes, ni devant les sarcasmes pour discréditer l'adversaire (11). Ce sont généralement les Jeunes Gardes Socialistes qui ouvrent le feu : constatant que la J.O.C. "dispose d'une organisation exemplaire, de cadres bien étoffés et de militants nombreux", ils tentent d'affaiblir "cette nouvelle grande puissance" (12).

En accord avec la Centrale des Jeunesses Socialistes, en dépit des réticences des Faucons Rouges (13), les J.G.S. décident de mener

(9) Si la J.O.C. est très liée à la Confédération des Syndicats Chrétiens (C.S.C.-A.C.V.), elle n'oblige pas ses membres à y adhérer. Une proportion de ceux-ci, fort difficile à évaluer, n'est affiliée à aucun syndicat ou demeure inscrite à un syndicat socialiste.

(10) La Fédération Nationale des Jeunes Gardes Socialistes (J.G.S.) a été fondée à Bruxelles en 1890. Après avoir connu une crise sérieuse dans les années 1920, le mouvement se redresse peu à peu à l'approche de 1930. Ses effectifs passent de 5 à 14.000 membres entre 1929 et 1932. Dans le même temps, les J.G.S. durcissent leur attitude critique envers le "réformisme" de la direction nationale du Parti Ouvrier Belge. L'antimilitarisme devient un de leurs chevaux de bataille privilégiés. A ce propos, cf. G. DEJARDIN, "La Jeunesse Socialiste", P.S.B. *Fastes du Parti*, Bruxelles, 1960, pp. 303-311.

(11) L'histoire de ces affrontements reste à écrire. Certains aspects ont été étudiés par J.-P. NASSAUX, *L'offensive de la presse socialiste contre la J.O.C. de 1931 et 1932*, travail de séminaire U.C.L. dactyl., Louvain, 1970.

(12) F. GODEFROID, "Où vont les Jocistes ?", *Le Travail*, 11.6.1930.

(13) Les Faucons Rouges forment une des trois sections de l'Union des Jeunes Ouvrières, considérée comme la "branche culturelle" des Jeunesses Socialistes. Par plusieurs de ses traits, le mouvement se rapproche de la J.O.C. : formation intensive de militants en cercles d'études, apprentissage de l'histoire du mouvement ouvrier, refus des "mauvaises lectures" et des "plaisirs dégradants". Avec le scoutisme, il partage la pratique de la vie au grand air et des travaux manuels, la disponibilité pour le service et l'entraide (à ce propos, cf. la brochure *J'en suis*, s.l.n.d., éditée vers 1930). Les réticences des Faucons Rouges sont nettement exposées par leur secrétaire générale, G. LECLERCQ (*Le Travail*, 18.3.1931). Polémiquant avec les J.G.S., l'intéressée déplore le caractère excessif, simpliste et peu formatif de la "campagne anti-jociste". Marquant sa préférence pour l'action positive, elle ajoute : "On ne lutte pas efficacement pour le socialisme en criant à bas quelque chose et en suivant des meneurs".

“une vaste campagne anti-jociste” à partir de février 1931. Ils espèrent ainsi “rétablir la vérité dans le pays, en démasquant ces Messieurs de la J.O.C., leurs grossiers sophismes et tous leurs petits artifices destinés à empêcher l’union des jeunes travailleurs” (14). Orchestrée par Fernand Godefroid (15), cette campagne est intense durant les premiers mois de 1931, avant de se poursuivre avec moins d’ampleur pendant cinq ans (16). Elle prend des formes diverses : édition — à des milliers d’exemplaires — d’une brochure dénigrant le mouvement rival (17); organisation de dizaines de “meetings anti-jocistes” (18); publication de centaines d’articles hostiles aux collaborateurs de Cardijn (19); diffusion de tracts et de papillons en quantités impressionnantes.

Souvent répétées, les critiques formulées par les J.G.S. tiennent en quelques lignes. Selon eux, les Jocistes sont “des ouvriers de la dernière heure, qui voudraient passer pour aimer plus les travailleurs que ceux qui les ont tirés de l’enfer” (20). Il est facile aux jeunes chrétiens de parader. Mais où étaient-ils donc “au moment où la classe laborieuse était odieusement exploitée et lorsque les patrons catholiques tuaient l’enfant par le travail” ? (21). Tard venus à l’action sociale, les Jocistes sont des progressistes de salon. Episodiquement, ils acceptent de critiquer des injustices particulières du capitalisme. Jamais ils ne mettent en cause “la structure profondément injuste et immorale de la société” (22).

(14) F. GODEFROID, “Les Jocistes et la guerre”, *Sport et Socialisme*, 11.12.1930.

(15) D’abord animateur des Jeunesses Socialistes de Frameries, Fernand Godefroid est appelé au poste de secrétaire général de la Fédération nationale des J.G.S. en 1930. Très vite, il s’affirme comme un orateur habile et un polémiste virulent (*Le Journal de Charleroi*, 22.1.1931). A juste titre, semble-t-il, les dirigeants du P.O.B. lui reprocheront une fâcheuse tendance au verbalisme et un certain manque de jugement.

(16) P. WYNANTS, “La Jeunesse Ouvrière Chrétienne face au chômage des jeunes (1931-1936)”, *Revue Belge d’Histoire Contemporaine*, X, 1979, pp. 476-477.

(17) F. GODEFROID, *Le Jocisme*, Bruxelles, 1930 (L’Eglantine, no. 11).

(18) En Borinage, un jeune avocat promis à un bel avenir se distingue à l’occasion de ces meetings : Léo Collard. Son rôle est mis en exergue dans A.C. 290, *Campagne d’opposition à la J.O.C. au Borinage 1930-1932*, lettre de R. Delplanq, permanent jociste, à Cardijn, octobre 1930.

(19) En trois mois, près de 500 articles attaquant la J.O.C. paraissent dans la presse socialiste. Ils sont publiés dans les grands quotidiens (*Le Peuple*, *La Wallonie*, *Le Journal de Charleroi*, *L’Avenir du Borinage*, *Le Travail*, etc...), mais aussi dans des dizaines de périodiques locaux ronéotypés. De nombreuses coupures de presse ont été transmises à Cardijn. Elles figurent aujourd’hui dans A.C., 289-290.

(20) F. GODEFROID, “La duplicité des Jocistes”, *En Avant*, 26.7.1930.

(21) ID., “Où vont les Jocistes ?”, *Le Travail*, 11.6.1930.

(22) ID., “Poignées de réponses aux Jocistes”, *Le Peuple*, 5.11.1930.

Leur visage timidement réformateur n'est qu'apparence et faux semblant. "Traîtres à leur classe", les amis de Cardijn sont sous la dépendance immédiate des exploités : ce sont ces derniers qui "fournissent à la J.O.C. argent, ressources, appuis, conseils et directives". Ces liens, poursuivent les Jeunes Gardes, indiquent clairement la nature conservatrice de l'organisation chrétienne. En fin de compte, celle-ci n'est "qu'une des mille ruses utilisées par la réaction aux abois" (23).

Amis de la droite et des patrons, les Jocistes sont de ceux qui "s'inclinent devant les seigneurs de l'Eglise". Rien d'étonnant à cela : leur mouvement est "dirigé par les vicaires et les petits frères" (24). Comme la hiérarchie catholique "a toujours défendu les riches contre les pauvres", il soutient la même cause avec des moyens analogues (25). Il doit aussi s'aligner inconditionnellement sur les "fauteurs de guerres" et sur "ces tonsurés toujours prêts à éclabousser les soldats d'eau bénite" (26).

La J.O.C., ajoutent les J.G.S., est "l'antichambre du parti catholique et des syndicats jaunes" (27). En période électorale, ne voit-on pas ses militants mener ouvertement campagne pour les candidats catholiques, aussi bien "pour les démocrates chrétiens que pour les réactionnaires et les fascistes" ? Dans leurs congrès, n'accueillent-ils pas en frères "les représentants les plus conservateurs de ce parti, venus les haranguer" (28) ? Agents de la domination bourgeoise, les Jocistes sont même "liés aux terroristes de la Légion Nationale (29),

(23) "Appel aux Jeunes Socialistes", *La Vie ouvrière et paysanne*, 30.8.1930.

(24) "Flénu : J.G.S.", *L'Avenir du Borinage*, 22.1.1932.

(25) "Contre le Jocisme", *L'Action Socialiste*, 2.2.1931.

(26) Et l'auteur de l'article d'ajouter : "Ce n'est pas sans raison que les églises sont surmontées d'un coq, l'oiseau le plus belliqueux, et que la nappe de l'autel repose sur une pierre évoquant les sacrifices les plus sanglants de l'humanité" (R. STRIVAY, "L'Eglise catholique et la guerre", *L'Avant-Garde*, juin 1930, p. 6).

(27) "Les Jocistes calomnient nos amis", *Le Peuple*, 20.2.1931.

(28) "Le parti catholique et la jeunesse ouvrière", *L'Avant-Garde*, décembre 1930, p. 6.

(29) Fondée en mai 1922, la Légion Nationale est un groupe nationaliste de plus en plus marqué par le fascisme italien. Issue principalement de milieux catholiques francophones, elle connaît une impulsion nouvelle sous la conduite de P. Hoornaert, en ralliant de nombreux jeunes. Son noyau dur de miliciens dévoués ne dépasse jamais cinq mille hommes. Organisés en groupe paramilitaire, ces derniers n'hésitent pas à se lancer dans des combats de rue avec les socialistes. Voir F. BALACE, "Fascisme et catholicisme politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres", *Handelingen van het XXXIIe Vlaams Filologencongres*, Louvain, 1979, p. 148; J. STENGERS, *La droite en Belgique avant 1940*, Bruxelles, 1970 (Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 468-469), pp. 19-20; G. DELMOTTE, *La Légion Nationale 1922-1942*, mémoire de licence dactyl. U.L.B., Bruxelles, 1965.

comme eux sortis des jésuitières" (30).

Et les Jeunes Gardes de conclure : l'hypocrisie de tels adversaires n'a d'égale que leur suffisance (31). Ah, il est loin l'enseignement du Christ ! A la J.O.C., on dissimule sciemment l'essentiel de la Révélation : l'activité révolutionnaire de Jésus, "ce réformateur d'ordre populaire, humain et social", "ce fauteur de troubles politiques", "ce soldat de l'égalité, fondateur d'une société communiste" (32). Non contents d'être de piètres ouvriers, les Jocistes sont également de mauvais chrétiens...

La réplique de la J.O.C. n'est pas moins virulente. Et les arguments demeurent aussi sommaires. Pour les disciples de Cardijn, le socialisme est la forme la plus pernicieuse de l'anticléricalisme. L'activité de ses adeptes est ainsi présentée par leurs soins : elle consiste ni plus, ni moins à "combattre l'Eglise du Christ, favoriser les écoles neutres, glorifier les adversaires les plus haineux de la religion, comme Anatole France, Emile Zola et tant d'autres" (33). Les socialistes ont aussi "multiplié les crèches de la Libre Pensée, institué les Pâques rouges et voulu déchristianiser la classe ouvrière" (34). Comment donc des catholiques sincères pourraient-ils s'entendre avec de telles forces du Mal ?

Il y a plus : le socialisme est synonyme d'amoralisme. "Jamais, écrivent les Jocistes, le P.O.B. n'a osé demander à ses militants de respecter les jeunes travailleuses. Jamais il ne leur a reproché de les avoir dégradées et corrompues dans des centaines d'usines de notre pays" (35). Un proche collaborateur de Cardijn va plus loin encore, en notant : "Oui, je mets les socialistes sur le même rang que les tenanciers de cinémas infâmes, des salles de danse et des cabarets. Ils diffusent des journaux répugnants, qui copient de petites histoires dégoûtantes dans les sales petites revues parisiennes, lues par les noceurs et les débauchés" (36).

Avec de pareils rivaux, poursuit la J.O.C., c'est la loi du "rouge ou pas de pain" qui triomphe, dans les entreprises et sur les chantiers. Leurs principales méthodes d'action sont "la violence, la brutalité, les menaces et les brimades". Nul n'ignore, en effet, l'accueil enthousiaste réservé par leur parti à "tous ces militants qui se

(30) "Déloyauté cléricale et jociste", *En Avant*, 21.2.1931.

(31) "L'hypocrisie de nos adversaires", *Le Travail*, 4.2.1931.

(32) F. GODEFROID, *Le Jocisme*, op.cit., pp. 29-31.

(33) "Diviseurs ?", *J.O.C.*, 1930, no. 6, p. 84.

(34) "Le Peuple et notre Congrès national", *J.O.C.*, 1930, no. 19, p. 292.

(35) "Réponse aux socialistes", *J.O.C.*, 1930, no. 1, p. 3.

(36) J. DU TERRIL (= F. TONNET), "La moralité socialiste", *J.O.C.*, 1930, no. 16, p. 245.

conduisent envers leurs compagnons de travail comme certains fascistes à l'égard de leurs adversaires politiques" (37). Comment les Jeunesses Socialistes, suivant les traces de leurs aînés, pourraient-elles avoir le moindre caractère éducatif ? Elles ne représentent pas l'adolescence salariée, "dont elles ne connaissent ni les besoins, ni les aspirations" (38).

Les deux camps rivalisent d'imagination et d'agressivité. Toutefois, les réponses des Jocistes sont infiniment moins nombreuses que les attaques des Jeunes Gardes. Alors que les seconds sont épaulés par toute la presse du P.O.B., les premiers ne peuvent compter que sur leurs propres forces et sur l'appui de quelques quotidiens démocrates chrétiens (39).

2. SILENCE DU *RAPPEL*

En véritable professionnel de l'information, le directeur du *Rappel* de Charleroi (40), Jean Valschaerts (41), n'ignore probablement

(37) "Un journaliste de mauvaise foi", *J.O.C.*, 1930, no. 5, p. 70.

(38) Compte rendu de la journée d'étude de la fédération de Verviers, *J.O.C.*, 1930, no. 1, p. 15.

(39) *Le Pays Wallon*, 31.3.1931 et 24.1.1932; *La Gazette du Centre*, 27.1.1931 et 28.5.1933. Les dirigeants jocistes se sont défendus aussi dans trois tribunes que leur a accordées *Le XXe siècle*, 27 et 31.1.1931, 24.1.1932.

(40) *Le Rappel* a été fondé en 1900 par des familles d'industriels et de notables de la région de Charleroi (en particulier les Drion du Chinois, Misonne et Dumont de Chassart). Dans l'entre-deux-guerres, il adopte souvent des positions proches de celles de la Fédération catholique (conservatrice) de G. Michaux. Il n'est cependant pas inféodé à ce groupe politique et demeure indépendant vis-à-vis de l'évêché de Tournai. Selon W. Ugeux, le journal apparaît à l'époque comme le porte-parole de la "bourgeoisie traditionaliste et littéraire" du Hainaut. Avec *La Nation Belge*, il passe pour "le seul quotidien du pays à être correctement rédigé en français". Ajoutons que *Le Rappel* est une oeuvre : ses statuts stipulent que le capital social ne peut être rémunéré. Voir "Le Rappel. Charleroi", *La Presse — De Pers*, 1958, no. 20, pp. 11-16; R. CAMPE, M. DUMON et J.-J. JESPERS, *Radioscopie de la presse belge*, Verviers, 1975, pp. 411-424.

(41) Jean Valschaerts (Liège, 29.10.1892 - Bruxelles, 24.3.1983) est à la fois journaliste, essayiste et critique littéraire. Ayant toujours rêvé d'être enseignant, il doit interrompre ses études de philosophie et lettres (Université de Liège) à cause de la première guerre mondiale. Trois jours après sa démobilisation, il entre au *Rappel* comme journaliste (18 août 1919). Alors qu'il n'a pas trente ans, il en devient le directeur à la mort de Léon Ransy (20 mai 1920). Pendant plus d'un demi-siècle, il joue ainsi un rôle de premier plan dans la presse carolorégienne. En 1958, il confie la rédaction du *Rappel* à P. Vandromme, qui lui succède à la direction en 1971. Jean Valschaerts prend alors une retraite active, continuant à donner des articles au quotidien qu'il a tant marqué de sa personnalité. Il a été

pas l'existence de la campagne menée contre la J.O.C. (42). Prompt à polémiquer avec la presse socialiste, il se garde cependant d'intervenir dans le débat. Récemment, il a expliqué son silence en alléguant d'autres préoccupations et en faisant état des réactions, à son avis suffisantes, de confrères démocrates chrétiens (43). A dire vrai, les sentiments de l'intéressé envers le J.O.C. et le mouvement ouvrier chrétien semblent bien plus déterminants (44).

Dès 1924, partageant les vues de l'abbé Picard (45), Jean Valschaerts n'a pas approuvé les projets de Cardijn. La création d'un mouvement comme la J.O.C. impliquait, selon lui, le fractionnement de l'Association catholique de la jeunesse belge (46) en branches or-

conseiller communal P.S.C. de Charleroi de 1946 à 1952. A en croire P. Vandromme, son prédécesseur était "une nature écorchée", tiraillée entre la "discipline de classique moralisant" qu'il s'est imposée et le "romantisme ardent" qui constitue la base originelle de son tempérament. Cette dualité n'apparaît guère dans les polémiques, où Jean Valschaerts se montre plutôt sous des dehors entiers, voire intransigeants. A son propos, cf. F. DRION du CHAPOIS, *Jean Valschaerts*, Bruxelles, 1970; P. VANDROMME, *Le pays de la terre noire*, Bruxelles, 1982, pp. 121-127; ID., "Jean Valschaerts", *Le Rappel*, 25.3.1983. La R.T.B.F. de Charleroi a consacré à Jean Valschaerts une des émissions de sa série *De mémoire d'homme*. Il y répondait aux questions de Ch. Druitte et M.-C. Hansenne. Cette émission a été diffusée en avril 1978 et le 31 mars 1983. Nous évoquerons *infra* les idées politiques de l'intéressé.

(42) Précision donnée par J. Valschaerts lors d'un entretien avec l'auteur (Bruxelles, 11.9.1982).

(43) Parmi les tâches plus urgentes à accomplir, il citait "la défense des écoles catholiques et des libertés religieuses" (entretien du 11.9.1982).

(44) Ce point de vue n'a pas été contesté par J. Valschaerts qui, peu avant sa mort, a bien voulu relire l'essentiel de cet article.

(45) Louis Picard (1886-1955), ordonné prêtre en 1912, est d'abord professeur au séminaire de Bastogne avant d'être envoyé à Louvain pour y seconder le chanoine Brohée (1919). Il devient le premier aumônier général de l'A.C.J.B. (1921-1936), puis organise l'Action catholique des hommes, dont il est l'aumônier jusqu'à sa mort (1936-1955). Voir G. HOYOIS, *Aux origines de l'Action catholique*, *Monseigneur Picard*, Bruxelles, 1960.

(46) L'A.C.J.B. est fondée par le chanoine Abel Brohée, président du séminaire Léon XIII à Louvain et directeur du Secrétariat général des Oeuvres apologetiques. Officiellement constituée en 1921, elle regroupe les différentes organisations de jeunesse catholique de Wallonie, dans une perspective d'apostolat purement spirituel. Non sans difficultés, la J.O.C. s'y intègre en 1924. Elle ne partage pas les préventions de Mgr Picard contre la "spécialisation". Elle ne peut guère s'accommoder non plus du catholicisme désincarné, coupé des réalités politiques et sociales, prôné par les leaders de l'A.C.J.B. Voir à ce propos R. AUBERT, "Organisation et caractère des mouvements de jeunesse catholique en Belgique", *La "Gioventù Cattolica" dopo l'unità 1868-1968*, Rome, 1972, pp. 287-301 et les excellentes remarques d'E. DEFOORT, *Charles Maurras...*, *op.cit.*, pp. 141-144, 179-182.

ganisées selon les milieux sociaux. Or l'unité de pensée et d'action des jeunes chrétiens lui paraissait indispensable (47). Il redoutait surtout que la division n'incite les différentes sections de l'A.C.J.B. à se rallier aux "défenseurs de leurs intérêts" sur le terrain politique. Il craignait, en particulier, une conjonction de la J.O.C. et de la Ligue nationale des travailleurs chrétiens (48), dont les orientations progressistes le hérissaient. Ses appréhensions étaient d'autant plus vives qu'à Charleroi, la L.T.C. était menée par Jean Bodart (49), auquel il était radicalement opposé. C'est donc sans surprise, mais sans enthousiasme, que J. Valschaerts a appris l'adhésion du mouvement à la Ligue, comme branche autonome (50).

(47) "Si je puis résumer ainsi mon sentiment, cela me paraissait élémentaire, de la même manière qu'il est élémentaire de voir l'homélie du dimanche s'adresser à tous les fidèles, de quelque classe sociale qu'ils fussent" (entretien avec J. Valschaerts, 11.9.1982). A l'époque, les reproches adressés à Cardijn étaient, en fait, beaucoup plus directs : on l'accusait d'introduire la lutte des classes dans l'Eglise, voire de rompre l'unité du Corps Mystique du Christ. Sur les différentes conceptions alors en présence, cf. E. GERARD, "Cardijn, arbeidersbeweging en katholieke actie (1918-1945)", *Cardijn, un homme...*, *op.cit.*, pp. 122-127.

(48) Constituée en 1921, la L.N.T.C. (A.C.W. dans la partie flamande du pays) remplace l'ancienne Ligue démocratique belge. Elle regroupe l'ensemble des organisations ouvrières chrétiennes, dont les syndicats, les mutuelles, les coopératives et les ligues ouvrières féminines. Voir S.-H. SCHOLL, *150 Jaar Katholieke Arbeidersbeweging in België, 1789-1939*, t. III, Bruxelles, 1966, pp. 292-315 et E. GERARD, "Het Algemeen Christelijk Werkersverbond omstreden standsorganisatie (1921-1940)", *De kracht van een overtuiging. 60 jaar A.C.W., Zele, 1981*, pp. 22-27.

(49) Jean Bodart (1895-1964), avocat, homme politique et journaliste, est une des grandes figures du mouvement ouvrier chrétien wallon. Dirigeant de l'A.C.J.B., il fonde la Ligue des travailleurs chrétiens de l'arrondissement de Charleroi (1922) avec L. Bolle, O. Behogne et A. Bertinchamps. Il en est le secrétaire de 1922 à 1938. Fondateur et rédacteur en chef de *La Vie Nouvelle*, conseiller communal de Marchienne-au-Pont depuis 1926, député de Charleroi (1929-1933 et 1936-1939), il devient très populaire grâce à ses talents de tribun et à la suite de ses démêlés épiques avec les conservateurs de la Fédération catholique, dirigée par G. Michaux. Refusant de cautionner la politique déflationniste du gouvernement, il démissionne du Parlement le 17 juillet 1933, avant d'être réélu sur une liste démocrate chrétienne autonome, le 24 mai 1936. Des polémiques avec L. Degrelle ébranlent sa santé et son équilibre. Exclu finalement de la L.N.T.C., il sombre peu à peu dans un état d'exaltation malade, avant de renoncer à la vie militante, les nerfs brisés. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, il figure parmi les promoteurs de l'Union Démocratique Belge (J. NEUVILLE, *Adieu...*, *op.cit.*, pp. 74-125). J. Valschaerts a eu de nombreux démêlés avec J. Bodart, qu'il qualifiait en privé d'"énergumène" (*sic*). Il lui reprochait ses "excès de langage" et ses positions intransigeantes, notamment son opposition au prêt à intérêt (entretien du 11.9.1982).

(50) 18-19 octobre 1924 (M. WALCKIERS, *Sources...*, *op.cit.*, p. XXXI).

Les controverses idéologiques des mois suivants n'atténuent guère ses préventions. Maurrassien dès sa jeunesse (51), le directeur du *Rappel* ne dissimule nullement son appartenance à une droite "aussi éloignée du conservatisme que de la démocratie et que l'on appelle d'un mot mal sonnante, mais précis : la droite réactionnaire" (52). Cet engagement l'amène à chercher ses maîtres parmi les figures de proue du courant d'Action Française (53). Il accentue son aversion pour la démocratie chrétienne, son admiration pour les régimes de Mussolini et de Salazar (54), voire ses tendances antisémites (55). Avec acharnement, Jean Valschaerts défend la cause maurrassienne jusqu'à sa condamnation par le Saint-Office (56). La mort dans l'âme, il se soumet aux directives romaines, persuadé que le pape a été trompé par "des esprits faux" (57). Or plusieurs de ceux-ci sont, précisément, des amis de la J.O.C.

Nulle sympathie pour Maurras, loin s'en faut, chez Cardijn et ses disciples. Longtemps attaché à la cause des démocrates flamands (58),

(51) Durant ses humanités, comme beaucoup d'autres, Jean Valschaerts subit "l'influence décisive" du Père Louis Humblet s.j., professeur au collège Saint-Servais de Liège (P. VANDROMME, "Jean Valschaerts", *Le Rappel*, 25.3.1983). Via les aspects esthétiques et littéraires, ce religieux stimule l'intérêt de ses étudiants pour la pensée politique de Maurras. Sur ce point, cf. E. DEFOORT, "Les catholiques belges face à Maurras et à l'Action Française, 1898-1914", *Revue d'Histoire Ecclésiastique*, LXXIII, 1978, pp. 612-614.

(52) Réponse de J. Valschaerts à l'enquête sur les "maîtres de la jeunesse catholique", *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 5.7.1925. Sur cette enquête, voir E. DEFOORT, *Charles Maurras...*, *op.cit.*, surtout pp. 276-277.

(53) Citant Gide, J. Valschaerts n'a cessé d'affirmer que les *Essais de psychologie contemporaine* de P. Bourget lui ont "ouvert l'entendement". Bourget était l'écrivain auquel il vouait la plus grande admiration. En journalisme, Jacques Bainville a toujours été son modèle (entretien du 11.9.1982). Les articles de critique littéraire publiés par J.V. témoignent de ses inclinations. Certains ont paru dans des publications nettement réactionnaires, comme *La Revue Latine* ou *La Revue Catholique des Idées et des Faits*, dont le directeur du *Rappel* était un collaborateur régulier (E. DEFOORT, *Charles Maurras...*, *op.cit.*, pp. 137, 140 et 207).

(54) Selon ses déclarations de 1982, J. Valschaerts admirait plus Salazar que Mussolini (entretien du 11.9.1982).

(55) Exemples significatifs cités dans R. CAMPE et a., *Radioscopie...*, *op.cit.*, pp. 416-417.

(56) E. DEFOORT, *Charles Maurras...*, *op.cit.*, pp. 298-305, 323, 344-345.

(57) Entretien du 11.9.1982. J. Valschaerts précisait alors qu'il a cessé les polémiques à la demande des administrateurs du *Rappel*, qui redoutaient une "condamnation épiscopale". L'évêque de Tournai, Mgr Rasneur, avait, il est vrai, pris parti contre Maurras (E. DEFOORT, *Charles Maurras...*, *op.cit.*, pp. 325-326).

(58) M. WALCKIERS, *Joseph Cardijn...*, *op.cit.*, pp. 351-379; ID., "Quarante années qui façonnèrent les conceptions et la personnalité de Joseph Cardijn", *Cardijn, un homme...*, *op.cit.*, p. 35; L. PRENEEL, "Jozef Cardijn : een biografisch profiel tot aan de stichting van de (V.)K.A.J.", *Gids op maatschappelijk gebied*, LXXIII, 1982, p. 893; G. NOKERMAN, *Le parti populaire chrétien. De*

le leader jociste partage leur hostilité envers la droite autoritaire. Soucieux de ne pas compromettre son mouvement, il s'abstient d'entrer dans la polémique. Plus libres de leurs propos, certains de ses amis n'hésitent pas à s'y engager : ainsi F. Tonnet (59), trois aumôniers des Oeuvres sociales et un jésuite, tous très proches de Cardijn (60). Or Jean Valschaerts a la dent dure : les antagonismes de 1925-1926 laissent des traces dans les mémoires (61).

Au cours des années suivantes, de nouveaux heurts entre démocrates chrétiens et conservateurs attisent les rancunes. Dans les deux camps, "la politique devient une théologie de la vendetta" : les militants ont "toutes les raideurs du manichéisme primaire pour les verdicts sans rémission", parfois "la comptabilité chafouine et hargneuse" (62). On dénombre les communions de l'autre faction. On en vient même à prêter des maîtresses aux figures de proue de la tendance opposée (63).

Christene Volkspartij, de l'arrondissement de Bruxelles, 1919-1925, mémoire de licence U.C.L. dactyl., Louvain, 1976, passim.

(59) Fernand Henri Marie Joseph Tonnet (Molenbeek-Saint-Jean, 1894 - Dachau, 1945), employé de banque, est successivement secrétaire personnel de Cardijn (1919-1925), co-fondateur et premier président de la J.O.C. (1925-1934), propagandiste du mouvement ouvrier chrétien à Charleroi (1934-1938), puis secrétaire de Mgr Picard, alors responsable de l'Action catholique des hommes (1938-1943). A son sujet, cf. M. FIEVEZ, *La vie de Fernand Tonnet, premier jociste*, Bruxelles-Paris, 1947. Sur les positions anti-maurrassiennes de F. Tonnet, clairement exprimées dans *Le Démocrate* dès 1921-1922, voir E. DEFOORT, *Charles Maurras...*, *op.cit.*, pp. 262-263 et 270.

(60) Les trois aumôniers sont le chanoine Douterlungne (diocèse de Tournai), le chanoine Fayasse (Liège) et l'abbé Van Haudenard (Charleroi). Le Père Paul Dabin s.j., qui joue un rôle capital dans la campagne anti-maurrassienne, s'occupe des Jocistes de Charleroi. Sur l'action de ces quatre ecclésiastiques et leurs vues, tout à fait opposées à celles de J. Valschaerts, voir E. DEFOORT, *Charles Maurras...*, *op.cit.*, surtout pp. 279-288.

(61) A la suite de ces controverses, J. Valschaerts entretient une méfiance très vive envers les directeurs des Oeuvres sociales, "que leur fonction rend excessifs" (entretien du 11.9.1982). Ses rapports avec l'abbé Van Haudenard ("le seul homme auquel j'aie refusé de serrer la main au cours de ma longue vie", *ibid.*) demeurent fort tendus. Les relations avec le chanoine Scarmure, successeur de Douterlungne, seront aussi difficiles dans les années 1928-1931. A l'origine du "froid", le refus du *Rappel* de faire de la propagande pour une fête *Rerum Novarum*, à laquelle les parlementaires de la droite catholique ne sont pas conviés (*ibid.*). Sur le chanoine Scarmure, cf. *infra*, n. 96.

(62) P. VANDROMME, *Le Pays...*, *op.cit.*, p. 83.

(63) Entretien du 11.9.1982. J. Valschaerts n'y évoque guère — et pour cause — les agissements des conservateurs...

Comme ses amis sont directement visés par ces manoeuvres, J. Valschaerts devient un adversaire résolu de Bodart et de ses compagnons de route.

Aux querelles personnelles s'ajoute, en 1930, une controverse dont le "monopole des oeuvres ouvrières" est l'enjeu (64). Sous prétexte d'apostolat social, les catholiques conservateurs de Charleroi, dont le directeur du *Rappel* est proche, fondent un réseau d'organisations destinées aux milieux populaires (65), mais dissidentes de la Ligue des travailleurs chrétiens. Celle-ci y voit une tentative visant à réduire son influence politique. Elle menace l'évêché de Tournai de fonder un parti autonome, s'il ne met pas un terme à "la lutte permanente et systématique" dont elle est l'objet (66). Des incidents du même ordre se produisent à Bruxelles, puis à Namur. Ils amènent la L.N.T.C. à condamner publiquement les agissements de la Fédération des Cercles, lors de son congrès des 18 et 19 octobre 1930. Il s'ensuit que, durant de longs mois, les rapports entre les deux organisations sont extrêmement tendus.

La J.O.C. s'abstient d'intervenir ouvertement dans le débat. Prudence n'est cependant pas neutralité. Statutairement, le mouvement demeure affilié à la Ligue. Chaque jour, ses dirigeants collaborent avec les mutualités et les syndicats chrétiens, qui ne cachent pas leur hostilité aux manoeuvres de la droite catholique (67). Des leaders de la démocratie chrétienne sont invités à prendre la parole lors des congrès jocistes (68). Enfin, le journal *J.O.C.* publie l'éloge vibrant d'un ministre de la tendance progressiste, le jour même où la L.N.T.C. dénonce l'attitude de la Fédération des Cercles (69). Il faudrait être aveugle pour ne pas voir les liens qui unissent le mouvement de Cardijn à la démocratie chrétienne. Or J. Valschaerts a une idée très précise de la situation : il sait même que les jeunes militants de Marchienne ne se réunissent pas dans un quelconque local d'oeuvres,

(64) E. GERARD, *Documents relatifs à l'organisation du parti catholique belge (1920-1922, 1931-1933)*, Louvain-Paris, 1981 (Cahiers du Centre Interuniversitaire d'Histoire Contemporaine, no. 91), pp. 37-40, 190-192, 200, 268-269.

(65) Une mutuelle et une caisse d'assurance-chômage (*Ibid.*, pp. 38 et 200).

(66) Lettre de J. Bodart à Mgr Rasneur, 8.10.1930 (*Ibid.*, p. 38).

(67) Ces organisations subissent directement la concurrence des oeuvres créées par la Fédération catholique de G. Michaux.

(68) Au congrès d'avril 1930, M. Heyman (ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale) est le seul homme politique à figurer parmi les orateurs. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres.

(69) *J.O.C.*, 1930, no. 42 (18 octobre), p. 661. Fait inhabituel, la photo d'un homme politique — en l'occurrence M. Heyman — orne la couverture du journal. Un article dithyrambique — fait plus rare encore — chante les louanges de cet "ami, serviteur et ministre des travailleurs".

mais chez J. Bodart (70). Voilà des faits qui confirment ses appréhensions de 1924-1926, encore aggravées par la dégradation du climat politique à Charleroi.

Il y a plus. Depuis 1930, la J.O.C. ne ménage pas ses critiques à la "grande presse" catholique. Ses organes s'en prennent durement à "ces journaux qui persistent dans une attitude peu sympathique aux réformes ouvrières et multiplient les attaques contre les projets de loi, les oeuvres et les personnalités chères aux travailleurs affiliés à nos oeuvres sociales" (71). Leur action, affirme le mouvement, "paralyse, boycotte même les efforts héroïques" de ses militants (72). Il n'en faut pas davantage pour que des qualificatifs, inhabituellement sévères sous la plume des proches de Cardijn, s'étalent dans les colonnes de l'hebdomadaire *J.O.C.* : "presse de classe opposée aux directives sociales du Pape" et même "presse dite catholique, principalement antisociale" (73). Autant d'accusations "navrantes" (74) qu'un lecteur, dirigeant un quotidien de Charleroi, ne manque pas de relever (75) ...

Les faits qui précèdent nous permettent de comprendre le comportement ultérieur des protagonistes de la controverse Cardijn-Valschaerts. Durement attaquée par les J.G.S., la J.O.C. en veut à la presse de droite, non seulement de son silence, mais aussi de ses prises de position conservatrices. Elle acceptera donc mal que J. Valschaerts ne sorte de sa réserve que pour la critiquer. Ce dernier a, dès le début, redouté qu'une collaboration s'instaure entre le mouvement de Cardijn et la Ligue des travailleurs chrétiens. Or non seulement ces liens se sont noués, à la faveur des polémiques des années 1924-1926, mais ils semblent se renforcer au moment même où la Fédération catholique, dirigée par les amis politiques du *Rappel*, est en conflit ouvert avec la démocratie chrétienne de J. Bodart. Le directeur du journal carolorégien ne réagit pas publiquement à cause du "carac-

(70) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, lettre de J. Valschaerts à Cardijn du 2.4.1931, évoquant une situation qui, manifestement, n'est pas nouvelle.

(71) "Les journaux catholiques et la classe ouvrière", *J.O.C.*, 1930, no. 37, p. 580.

(72) "Les journaux catholiques et la classe ouvrière", *J.O.C.*, 1930, no. 39, p. 613.

(73) "Quarante ans après l'Encyclique sociale", *J.O.C.*, 1931, no. 13, p. 198.

(74) Entretien avec J. Valschaerts, 11.9.1982.

(75) Une lettre montre que J. Valschaerts a lu ces articles et n'en a pas apprécié la teneur : A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, lettre de J. Valschaerts à Cardijn, 2.4.1931.

tère d'action catholique" de la J.O.C. (76). Il estimera ne plus pouvoir se taire lorsque celle-ci s'engagera plus avant. C'est précisément ce qui va se produire au début de l'année 1931.

3. LE MEETING DE CARNIERES

Durant des mois, les Jeunes Gardes Socialistes défient la J.O.C., en l'invitant à prendre part aux meetings contradictoires qu'ils organisent dans leurs sections. Le secrétariat général du mouvement chrétien donne à ses militants l'instruction de ne pas y paraître, sous prétexte que "le piège est trop visible". Selon les dirigeants jocistes, ces séances auraient pour seul but de "redonner une activité aux groupes socialistes par l'appoint de travailleurs extérieurs au P.O.B.". Elles seraient aussi une perte de temps, empêchant "une action plus constructive pour améliorer le sort des ouvriers". Enfin — et c'est probablement là le motif principal de leur directive — les amis de Cardijn craignent de ne pas faire le poids face aux "jeunes péroreurs adverses, parmi lesquels il y a des avocats" (77).

Une exception est toutefois consentie en faveur des Jocistes du Hainaut. Après coup, Cardijn s'en justifiera, affirmant que "les militants de cette région ont particulièrement souffert de l'offensive des J.G.S." et que "leur représentant offrait, cette fois, toutes les garanties de succès" (78). L'explication paraît plausible. Face à F. Godefroid, le mouvement aligne, en tout cas, un de ses meilleurs éléments : Louis Dereau (79).

Comme convenu, les deux adversaires se mesurent le dimanche 22 mars 1931, à partir de quinze heures, à la maison communale de Carnières. L'auditoire, environ cinq cents personnes, est composé à parts égales de sympathisants et de militants des deux organisations. Les discours sont fermes, mais courtois : ils reprennent les arguments déjà développés dans la presse, dont sont retirés les passages par trop

(76) Entretien avec J. Valschaerts du 11.9.1982.

(77) "Meetings contradictoires", *J.O.C.*, 1931, no. 8, p. 127.

(78) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, lettre de Cardijn à Mgr Rasneur, s.d.

(79) Louis Dereau (La Louvière, 1907 - décédé le 20.6.1982) est d'abord ouvrier aux Ateliers de Construction de Familleureux, où il s'affilie au syndicat socialiste des métallurgistes. Après avoir rencontré la J.O.C., il passe à la C.S.C. et milite activement dans le mouvement fondé par Cardijn. Remarqué par ce dernier (1926), il devient propagandiste jociste pour la région du Centre en 1927. Cinq ans plus tard, il entamera une brillante carrière syndicale, qui le conduira à occuper le poste de secrétaire général de la C.S.C. de 1946 à 1972 (J. VERHOEVEN, "Louis Dereau, une vie exemplaire", *La Cité*, 21.6.1982).

blessants par égard pour l'assistance. Seul L. Dereau, répondant à une interruption de son contradicteur, se hasarde à innover. Voyant son mouvement accusé de "servir les politiciens catholiques", il tient à se démarquer de ceux-ci, surtout des plus conservateurs. Il prononce alors trois phrases qui lui seront reprochées par J. Valschaerts : "Le socialisme a fait à la classe ouvrière un bien considérable. Je ne suis pas de ceux qui disent que le parti catholique a tout fait pour la classe ouvrière. Il n'a rien fait pour elle" (80).

A en croire la presse socialiste — la seule qui ait publié un compte rendu détaillé du meeting (81) — "ces déclarations inattendues sont applaudies par tout l'auditoire" (82). Dès le lendemain, comme il fallait le prévoir, *Le Journal de Charleroi* (83) les rapporte avec complaisance, évoquant "la satisfaction que M. Dereau procura aux socialistes en reconnaissant loyalement combien efficace avait été l'action de leur parti" (84). Revenant sur l'événement le surlendemain, le même quotidien reproduit à nouveau les affirmations du porte-parole jociste, sous le titre : "Monsieur Dereau rend hommage à l'action du parti socialiste" (85). Stupeur et embarras à la J.O.C. : lecteur assidu du *Peuple*, Cardijn n'a pas manqué de relever les phrases en question. Il les a même soulignées au crayon rouge : il n'a pas apprécié. Il ne sait pas encore que d'autres seront scandalisés...

Telle est manifestement la réaction de Jean Valschaerts (86). Espérant un démenti de l'orateur jociste, il attend quelques jours avant de manifester son mécontentement. Ne voyant rien venir, il publie un premier article dans *Le Rappel* du 26 mars, sous le titre : "L'Ecole de la J.O.C." (87). Après avoir informé ses lecteurs des

(80) *Le Peuple*, 23.3.1931. La version du *Journal de Charleroi*, 23 et 24.3.1931 est un peu différente : "Le parti socialiste, continue M. Dereau, a fait un bien immense à la classe ouvrière. Le parti catholique n'a rien fait pour elle. Je le reconnais".

(81) Les comptes rendus chrétiens (*La Gazette du Centre*, 24.3.1931 et *J.O.C.*, 1931, no. 13, p. 198) sont brefs et plutôt flous. On en devine aisément les raisons...

(82) *Le Journal de Charleroi*, 23.3.1931.

(83) Rappelons que ce quotidien carolorégien, propriété de la famille Bufquin des Essarts, est en quelque sorte le porte-parole officiel du P.O.B. dans la région (R. CAMPE, M. DUMON et J.-J. JESPERS, *Radioscopie...*, *op.cit.*, p. 397).

(84) *Le Journal de Charleroi*, 23.3.1931.

(85) *Ibid.*, 24.3.1931.

(86) Entretien avec J. Valschaerts du 11.9.1982. Un demi-siècle après les faits, l'ancien directeur du *Rappel* affirmait qu'il aurait pu accepter une critique "plus mesurée" de l'action sociale des catholiques, du genre : "ils n'ont pas fait assez pour la classe ouvrière, mais le contexte économique du temps ne s'y prêtait guère".

(87) Editorial du *Rappel*, 26.3.1931.

“propos incroyables tenus par M. Dereau”, le journaliste y va de commentaires acides, avant de dénoncer les liens unissant le mouvement de Cardijn à la L.N.T.C. :

“Voilà donc ce que pense, voilà ce que n’hésite pas à proclamer en public et devant 250 jeunes hommes, que le Jeunesse Ouvrière Chrétienne cherche à détacher du socialisme, un des chefs de ce mouvement ! On pourrait demander à M. Dereau quels titres il possède pour traiter aussi cavalièrement une si grave question. Oh ! on ne réclame pas de lui des titres universitaires. Mais enfin, ce jeune homme, il a lu ou il a dû lire l’histoire de la législation sociale de son pays; il doit avoir quelques grandes dates dans la mémoire; il doit savoir qu’avant l’avènement du socialisme, au milieu de difficultés économiques et politiques énormes, les catholiques belges avaient non seulement fondé un magnifique réseau d’oeuvres, mais qu’ils avaient entrepris la réforme sociale par l’action législative.

M. Dereau devrait savoir tout cela. Mais il est évident qu’il l’ignore, puisqu’il proclame le contraire.

M. Dereau pourra nous répondre qu’il a parlé sur la foi de ce qu’ont dit, pendant si longtemps, les quelques journaux de la démocratie chrétienne et tous ses propagandistes. Il y a quelques jours encore, *La Gazette du Centre*, que M. Dereau tient peut-être pour le premier journal catholique du diocèse de Tournai, n’écrivait-elle pas que les catholiques traditionnels n’avaient pas usé de leur droit de fonder des oeuvres sociales ? On a enseigné, on enseigne encore à la jeunesse ouvrière qu’avant le socialisme, rien n’avait été fait pour les ouvriers. On lui a appris à mépriser les conservateurs et à déplorer que les démocrates n’aient pas été plus puissants. On l’a inclinée à admirer, à peine secrètement, le parti socialiste et à envier non seulement ses réussites, mais ses méthodes d’action.

La J.O.C. ne pouvait pas échapper à ces erreurs. Attachée au groupe politique qui les a répandues et qui trouve profit dans leur diffusion, la J.O.C. n’a pas la liberté de faire l’éducation vraiment désintéressée de ses membres. Elle les enthousiasme admirablement pour le bien, sans les éclairer, sans les armer comme il faudrait contre l’erreur.

Imaginez, imaginez ce qui a pu se passer dans l’esprit des Jocistes un peu méditatifs qui ont entendu M. Dereau : eh ! quoi, auront-ils pensé, le socialisme qui nie ou qui ignore le surnaturel et qui, en tout cas, combat féroce­ment ceux qui le représentent et le transmettent ici-bas, le socialisme a fait un bien immense à l’ouvrier; seul, il a compris sa misère et l’a secourue, tandis que le parti catholique, inspiré sinon dirigé par l’épiscopat, le parti catholique n’a rien fait, lui, et a manqué à ses devoirs sociaux !

Alors, de deux choses l’une : ou bien M. Dereau nous a trompés et les catholiques belges ont fait leur devoir dans les conditions extrêmement défavorables que leur imposait la démocratie politique, ou bien... ou bien la grâce, les lumières, le surnaturel, tout çà c’est des bobards...

Ah ! chers Jocistes, soyez en sûrs : trompé lui-même par de mauvais maîtres, M. Dereau vous a trompés”.

Réaction aux propos de l’orateur jociste, l’article met en cause

le mouvement auquel il appartient. Il vise aussi, par cet intermédiaire, les "mauvais maîtres" de la L.N.T.C., accusés de propager l'erreur à des fins partisans. Le titre du billet et sa conclusion, destinés à frapper le lecteur, sont cependant ambigus : ils pourraient donner à penser que la J.O.C. est cette "mauvaise école", alors que l'auteur la voit surtout dans la situation d'un élève égaré par la démocratie chrétienne, devenu lui-même incapable de former ses militants (88). Cardijn ne saisira pas la nuance. Le procédé du journaliste et la précipitation de son lecteur mènent en droite ligne à la controverse.

4. LA POLEMIQUE

Le jour même où paraît l'éditorial de J. Valschaerts, L. Dereau fait part de ses sentiments au chanoine Cardijn (89). Selon lui, l'article du *Rappel* est "profondément méchant et souverainement scandaleux". Il ne peut admettre qu'on le dépeigne "sous les traits d'un démagogue doublé d'un inconscient". Il supporte moins encore les critiques dirigées contre son mouvement : "Jamais depuis que la J.O.C. existe, note-t-il, elle n'a eu à subir pareille calomnie de la part de gens qui devraient voir en elle avant tout l'oeuvre de Dieu".

L. Dereau avoue franchement ne plus se souvenir, au mot près, des paroles qu'il a prononcées à Carnières. Il constate même que son entourage est incapable de lui en donner une version sûre. Il doute avoir critiqué en bloc tous les catholiques. Il admet, néanmoins, avoir été "violent ou plutôt fougueux envers les conservateurs, qui ont amené le socialisme à un degré puissant". S'il est tout disposé à nuancer les propos que la presse lui prête, il refuse catégoriquement de chanter les louanges du parti catholique. Revenant sur la suite de son discours, il ajoute :

"J'ai dit : "La J.O.C. ne fait pas de politique, mais elle n'est pas sans savoir que des patrons soi-disant catholiques ont toléré dans leurs usines des situations hautement scandaleuses et profondément regrettables; elle sait que beaucoup de politiciens catholiques ou plutôt, ai-je ajouté, de politiciens incorporés au parti catholique n'ont rien fait pour améliorer le sort malheureux des classes ouvrières; elle sait que *Rerum Novarum* a été lettre morte pour pas mal d'hommes politiques et de patrons". Je n'ai rien à retirer de ces paroles.

(88) Avant sa mort, J. Valschaerts a reconnu qu'il y avait ambiguïté dans la formulation. Il estimait qu'il aurait dû exposer sa pensée plus clairement, afin de dissiper toute équivoque (entretien du 11.9.1982).

(89) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, lettre de L. Dereau à Cardijn, 26.3.1931.

Que j'aie dit : "La J.O.C. ne prend pas comme modèles et l'Eglise ne donne pas en exemples les patrons qui ont toléré que dans leurs usines travaillent des enfants de 10, 8 et 6 ans", c'est un fait et je ne crois pas avoir menti.

Que j'aie dit : "La J.O.C. réprovoque les politiciens catholiques qui n'ont rien fait pour résoudre la question sociale et n'admet pas que certains d'entre eux aient affirmé que la question sociale n'existe pas", je m'en souviens fort bien (...).

En tenant de tels propos, j'ai rempli mon devoir de catholique qui, avant d'aimer la politique d'un parti, aime l'Eglise et veut qu'elle soit glorifiée, même si cette gloire fait tomber certains hommes de leur piédestal (...). Au cours de mon passage dans les grandes usines du Centre, j'ai constaté qu'il ne fallait pas cacher la vérité. Pour être en règle devant Dieu et devant sa conscience, il faut dire les choses telles qu'elles sont et ne pas les enjoliver par un tas de fleurs de rhétorique.

Ah ! si M. Valschaerts venait jamais travailler, ne fût-ce qu'une heure, dans n'importe quelle usine du Centre, il aurait tôt fait de se rendre compte du tort épouvantable que fait son journal dans l'âme de nos ouvriers et comme ses articles rendent la partie difficile à tous nos Jocistes".

Le destinataire de cette lettre, Cardijn, n'est pas moins ulcéré. Avant même de recevoir les notes de L. Dereau, il prend la plume et adresse un mot bien senti au directeur du *Rappel* (90) :

"Je viens de lire avec une pénible surprise l'article "L'Ecole de la J.O.C." que vous venez d'écrire dans le "Rappel" de ce jeudi 26 mars. Sur la foi d'un compte rendu paru dans deux journaux *socialistes*, compte rendu probablement écrit par M. Godefroid lui-même, vous attaquez ouvertement la J.O.C. durant toute une colonne en première page de votre "journal quotidien catholique".

Monsieur le Directeur, vous n'avez pas assisté à ce meeting, vous n'y avez pas envoyé de rédacteur, vous croyez sur parole *l'adversaire le plus déloyal de la J.O.C., celui qui dirige toute l'offensive socialiste contre la J.O.C.* et vous vous contentez de reproduire, comme parole d'évangile, une phrase de son compte rendu. Et sur cette phrase *mensongère et calomnieuse*, vous échafaudez l'accusation la plus formidable qui ait été lancée contre la J.O.C., approuvée formellement par le Pape et par tout l'Episcopat belge.

Vous apprécierez vous-même, Monsieur le Directeur, le *tort moral et matériel* que vous venez de faire à notre mouvement. La J.O.C., pour répondre au désir de Nos Seigneurs les Evêques, s'est toujours abstenue de prendre part aux polémiques entre catholiques. Quoi qu'il arrive, elle ne se départira jamais de cette ligne de conduite. Elle laissera donc votre article calomnieux sans aucune réponse et demandera à tous les journaux catholiques de garder le même silence.

(90) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, lettre de Cardijn à J. Valschaerts, 26.3.1931. Les mots en italiques sont soulignés dans le texte original.

J'envoie une copie de cette lettre, avec votre article, à Son Eminence, au Nonce et à tous les Evêques de Belgique”.

L'indignation de Cardijn peut se comprendre. Sous le coup de la colère, l'aumônier jociste prend cependant des positions maladroitement et imprudentes. Que peut-il savoir des propos exacts tenus par L. Dereau, lui qui n'a pas assisté au meeting et ne s'informerait de la teneur des discours que plusieurs jours après cette lettre ? Pourquoi affirmer que F. Godefroid est l'auteur des comptes rendus socialistes, alors que celui du *Peuple* porte la signature d'un journaliste connu, qui a engagé son honneur professionnel (91) ? Pourquoi crier si vite à la calomnie, alors que toutes les pièces du dossier ne sont pas encore réunies ? Pourquoi surtout ameuter d'emblée l'épiscopat, sans avoir recherché au préalable une solution de compromis ? Cardijn brûle les étapes. Il envoie même à *La Libre Belgique* un communiqué démentant formellement les propos attribués à L. Dereau (92). Il sera beaucoup plus nuancé par la suite...

Alerté, l'évêque de Tournai se penche sur la question. Mgr Rasneur (93) entretient de bonnes relations avec les deux parties (94). Il commence à s'informer, en demandant des renseignements aux directeurs des Oeuvres sociales du diocèse. Ceux-ci ne se sont jamais entendus avec J. Valschaerts (95). Aussi prennent-ils le parti de L. Dereau contre le directeur du *Rappel*. Le chanoine Scarmure (96), directeur diocésain, écrit à son évêque :

(91) Il s'agit de G. Hoyaux. Ce dernier protestera avec son confrère du *Journal de Charleroi*, J. Spilette, lorsqu'il prendra connaissance des accusations de "faux" lancées contre lui ("Les Jocistes n'ont-ils pas le courage de leurs opinions ?", *Le Journal de Charleroi*, 4.4.1931).

(92) *La Libre Belgique*, 27.3.1931.

(93) Gaston-Antoine Rasneur (1874-1939), docteur en théologie (1902), est successivement professeur au séminaire de Tournai (1906-1911), doyen de Châtelet (1911-1921), vicaire général (1921-1924), puis évêque de Tournai (1924-1939). Voir J. WARICHEZ, "Le diocèse de Tournai", *Un siècle de l'Eglise catholique en Belgique (1830-1930)*, t. I, Bruxelles, s.d., pp. 199-202.

(94) Mgr Rasneur a maintes fois manifesté sa sollicitude envers la J.O.C. (*Ibid.*, p. 202). Il s'est toujours bien entendu avec le directeur du *Rappel*, qu'il recevait à sa demande et auquel il donnait parfois des conseils de prudence (entretien du 11.9.1982). Il a, cependant, soutenu la cause anti-maurrassienne en 1925-1926, désavouant implicitement les positions des thuriféraires de l'Action Française (cf. *supra*, n. 57).

(95) Cf. *supra*, n. 61.

(96) Paul Scarmure (1879-1960), ordonné prêtre en 1903, a été successivement professeur au Collège de Soignies (1903), vicaire en cette ville (1911), directeur des Oeuvres sociales du Centre (1919), directeur diocésain des Oeuvres sociales (1928), curé-doyen de Soignies (1931) et aumônier du monastère des Rédemptoristes de Soignies (1951). Nous remercions le secrétariat de l'évêché de Tournai, qui nous a aimablement communiqué ces renseignements.

“Notre Dereau n'est pas le démagogue injuste et hargneux que dépeint le “Rappel”. C'est un apôtre ardent, qui a souvent souffert persécution pour la justice et dont la qualité maîtresse est la charité.

Une fois de plus, Monseigneur, vous aurez pu constater combien âpre et injuste est la campagne du “Rappel” contre les organisations ouvrières. Il ne recule devant aucun procédé pour atteindre ces oeuvres et pour diminuer le prestige de ceux qui s'en occupent, fussent-ils des membres du clergé; il va plus loin et n'hésite pas à salir des réputations. Et c'est un journal catholique, organe de la Fédération catholique de Charle-roi (97), lu par une partie du clergé !

Monseigneur, de telles campagnes ont pour premier résultat de réjouir nos adversaires et de creuser toujours plus profond le fossé qui sépare les parties en présence. Elles ont un autre résultat, plus triste encore à mon sens : elles fournissent à certains membres du clergé un prétexte de s'abstenir de toute collaboration aux oeuvres ouvrières en général; elles procurent à d'autres la justification de leur opposition aux oeuvres sociales (...).

Elles ne peuvent rester sans réponse. Je me permets de faire appel à l'autorité de Votre Grandeur pour remettre les choses au point” (98).

Le directeur des Oeuvres sociales du Centre, région dont L. Dereau est originaire, partage tout à fait cet avis. Il manifeste “son admiration, son approbation pleine et entière” à l'égard du permanent jociste. Il s'en prend, lui aussi, à J. Valschaerts, “aveuglé par la passion politique”, et à son journal, “dont le prisme déformateur contribue à faire douter les ouvriers de la sincérité des catholiques” (99).

Sentant la tension monter, Mgr Rasneur écrit au journaliste carolorégien pour lui demander de garder le silence (100).

Cette lettre n'est pas encore parvenue à son destinataire lorsque celui-ci publie un nouvel article : “A propos du discours d'un Jociste” (101). Le directeur du *Rappel* y prend acte du démenti paru dans *La Libre Belgique*. Cependant, il regrette encore vivement l'absence de réaction de L. Dereau, dont il attend toujours une rectification : “Il a toléré qu'on mette sur ses lèvres et dans sa pensée une révoltante accusation contre les catholiques belges. C'est une faute

(97) Cette dernière affirmation ne correspond pas tout à fait à la réalité (cf. *supra*, n. 40).

(98) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, copie de la lettre du chanoine Scarmure à Mgr Rasneur, s.d. (fin mars 1931).

(99) *Ibid.*, copie de la lettre de l'abbé Riche à Mgr Rasneur, 27.3.1931.

(100) *Ibid.*, lettre du chanoine Scarmure à Cardijn, 29.3.1931. L'auteur de ce document affirme que la lettre de Mgr Rasneur est parvenue, avec un certain retard, à la direction du *Rappel*. Selon J. Valschaerts, il s'agissait d'une demande assortie de conseils de prudence, et non d'un ordre ou d'une condamnation, attitudes qui n'étaient guère dans la nature de l'évêque de Tournai (entretien du 11.9.1982).

(101) *Le Rappel*, 28.3.1931.

qui a été trop souvent commise par certains “travailleurs chrétiens” pour que nous ne la dénoncions pas”. Evoquant les “relations compromettantes” qui unissent la J.O.C. à la L.N.T.C., J. Valschaerts précise — en note et en petits caractères — que les “mauvais maîtres” visés par ses articles sont “les politiciens démocrates, qui nient que le parti catholique ait rien fait pour les ouvriers”.

Cette mise au point ne plaît pas du tout à Cardijn. Ce dernier adresse aussitôt un long rapport à Mgr Rasneur (102). Il craint manifestement l'intervention d'autres journaux catholiques et une riposte de la presse socialiste, bref le développement de campagnes préjudiciables à “la paix entre chrétiens”. Il affirme avoir donné à L. Dereau l'ordre de se taire, mesure qu'il justifie en ces termes :

- 1) Depuis trois mois, les journaux socialistes, chaque semaine, publient des attaques, des mensonges et des calomnies contre la J.O.C., ses chefs et ses membres. Jamais nous ne nous sommes crus obligés de rectifier.
- 2) Durant ces trois mois, malgré toutes les attaques des socialistes, M. Valschaerts nous a laissés seuls dans la bataille, exposés à tous les coups et à toutes les vilénies. Jamais il n'a défendu nos Jocistes. De quel droit exige-t-il des rectifications ? L. Dereau n'a pas dû seulement tolérer d'être trahi par les socialistes, il a dû, pendant ce même laps de temps, tolérer d'être abandonné par presque tous les journaux catholiques.
- 3) En rectifiant, L. Dereau devrait fatalement dire trop ou trop peu (...), ce qui engendrerait de nouvelles polémiques”.

Refusant de “laisser passer l'indignité” publiée par *Le Rappel*, Cardijn ne reconnaît à son mouvement d'autres chefs que lui-même, les aumôniers diocésains, régionaux et paroissiaux. Il dénie à la L.N.T.C. tout pouvoir sur son organisation et ne peut accepter que “le premier journaliste venu puisse continuer à la vilipender”. Réitérant l'expression de son entière soumission aux décisions épiscopales, il demande à l'évêque de prendre la défense de “l'oeuvre de sa vie”.

Dès le lendemain (29 mars), le chanoine Scarmure assure l'aumônier jociste de “l'attachement de Mgr Rasneur au mouvement”. Le prélat aurait aussi approuvé les vues de son directeur des Oeuvres sociales sur “la peine causée aux propagandistes de la J.O.C. par l'attitude du *Rappel*” et sur “les doutes qu'elle fait naître dans le clergé”. Après avoir déploré la publication du second article de J. Valschaerts, l'évêque aurait ajouté : “Croyez-moi, il sera seul de son avis et ne recommencera plus”. A titre personnel, le chanoine Scarmure

(102) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, rapport de Cardijn à Mgr Rasneur, 28.3.1931.

conseille la fermeté : “Si J.V. s’obstine, il faudra élever la voix. Je suis prêt à vous aider de tout mon coeur. Tenez bon, vous avez entre les mains le salut de la J.O.C., mais aussi celui de toutes nos oeuvres” (103).

Suivant cet avis, Cardijn prépare une réponse aux articles du *Rappel*. Sous sa direction, le secrétariat général de la J.O.C. rédige la première mouture d’un texte collectif, intitulé “Au secours des socialistes”. Accusant J. Valschaerts de se faire le complice de la campagne de dénigrement menée par la presse du P.O.B., le document qualifie l’intéressé de “journaliste sans mandat”, de “publiciste formé à l’école de l’Action française” (104) et même de “politicien calomniateur”. Il lui prête aussi l’intention de “nuire à un mouvement qui réussit trop bien”, en l’attaquant dans l’opinion de certains catholiques. Récusant les comptes rendus socialistes, les auteurs reconnaissent à L. Dereau le droit de penser que le parti catholique n’a pas fait assez pour la classe ouvrière, “opinion qui ne met pas en danger l’orthodoxie de la propagande jociste”. Ils prient Mgr Rasneur de désavouer publiquement le directeur du *Rappel* et d’envoyer une lettre de félicitations à l’orateur de Carnières (105). Sans doute jugé excessif, ce projet d’article ne sera pas publié. Il témoigne, néanmoins, de la fièvre qui s’est emparée de la direction de la J.O.C.

Le même jour (29 mars), Jean Valschaerts adresse une première lettre personnelle à Cardijn (106). Il y manifeste sa volonté de mettre fin à la controverse. Déplorant que L. Dereau ait gardé le silence après les cris de victoire de la presse socialiste, le directeur du quotidien carolorégien critique à nouveau l’adhésion de la J.O.C. à la L.N.T.C., “sujet de défiance pour beaucoup de catholiques”. Ceci ne l’empêchera nullement, conclut-il, de vouer une admiration sincère au mouvement, ni de le servir dans la mesure de ses moyens. Bref, il tend la main à l’aumônier jociste.

Dans sa réponse du 30 mars (107), ce dernier refuse toute offre de paix. Réitérant ses accusations de “calomnie”, il annonce la publication prochaine d’un long communiqué du secrétariat général, réfutant point par point les critiques du *Rappel*. Non sans ironie, il remercie son correspondant des “bons sentiments” exprimés dans sa

(103) *Ibid.*, lettre du chanoine Scarmure à Cardijn, 29.3.1931.

(104) Ce reproche, on l’a vu, n’est pas qu’une invective partisane (cf. *supra*, n. 51). Il correspond indéniablement à la réalité. Les autres griefs sont de nature polémique.

(105) A.C., 291, projet de réponse aux articles de J. Valschaerts, s.d., probablement 29.3.1931.

(106) *Ibid.*, lettre de J. Valschaerts à Cardijn, 29.3.1931.

(107) *Ibid.*, copie de la lettre de Cardijn à J. Valschaerts, 30.3.1931.

dernière lettre. Tout dialogue risque de devenir impossible. Les ponts semblent rompus.

Cardijn va plus loin. Désireux d'assurer ses arrières, il envoie un rapport détaillé sur la controverse à l'épiscopat et à la nonciature. Faisant état, une fois de plus, des "calomnies de M. Valschaerts, formulées dans des circonstances particulièrement odieuses", il leur oppose les réalisations de son organisation. Pour la première fois, il énonce les raisons profondes de son émoi : les articles du *Rappel* ne nuisent pas seulement au prestige de la J.O.C., mais ils la desservent aussi auprès des catholiques fortunés, dont les contributions sont indispensables à la poursuite de son apostolat (108). C'est donc la perte de moyens financiers importants qui paraît la plus redoutée.

Pour conjurer ce danger, le secrétariat général du mouvement décide d'en appeler solennellement à l'opinion catholique. Il remanie le projet de réponse à J. Valschaerts, puis l'envoie à l'impression. Le journaliste carolorégien est accusé, à présent, d'imprudences et de manque de loyauté. Fait nouveau : sans doute mieux informés de la teneur exacte des propos tenus par L. Dereau, les auteurs de l'article abandonnent la thèse du faux confectionné par F. Godefroid. Ils voient maintenant dans ces paroles "une phrase dépassant la pensée de l'orateur, lancée dans le feu de l'improvisation, en réponse à une interruption" (109). Certes, une fois "détachée de son contexte, elle produit une impression fâcheuse", mais pareille manipulation est l'oeuvre de gens "de mauvaise foi". Telle serait la faute commise par le directeur du *Rappel*. Ce dernier aurait en outre fait preuve d'"incompétence théologique", en sacrifiant le parti catholique "qui n'a reçu ni mandat divin, ni l'assistance spéciale du Saint-Esprit promise aux successeurs des apôtres". Et la J.O.C. de conclure : "Un journaliste a aboyé, notre caravane passe. Nous protestons contre les attaques odieuses de Jean Valschaerts et nous en appelons au jugement de tous les catholiques belges" (110).

5. CARDIJN CHANGE DE TACTIQUE

La réplique jociste est prête. Cardijn est sur le point de donner le bon à tirer lorsqu'il reçoit une lettre de Mgr Rasneur (111). Igno-

(108) *Ibid.*, rapport de Cardijn à l'épiscopat, s.d., probablement 30.3.1931.

(109) Telle est l'hypothèse qui nous paraît la plus vraisemblable. Il n'empêche que L. Dereau a été et reste sévère envers le parti catholique, comme le montre sa lettre à Cardijn du 26.3.1931 (cf *supra*).

(110) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, épreuve de l'article (non publié) *On attaque la J.O.C.*, s.d., fin mars 1931.

(111) *Ibid.*, lettre de Mgr Rasneur à Cardijn, 30.3.1931.

rant ce qui se prépare, le prélat assure le mouvement de son "affectueux dévouement" et de "l'appui généreux des évêques". Il demande le silence à tous les protagonistes de la polémique, "pour que la bagarre ne continue pas". Après avoir prié le *Rappel* de ne pas récidiver, il recommande formellement à son correspondant de "ne rien décider sans en avertir Tournai", à ses collaborateurs de "garder leur calme et leur sérénité". Au besoin, des consignes strictes seront envoyées aux journaux catholiques du diocèse, pour qu'ils ne publient pas une ligne sur cette affaire.

Revenant sur les incidents antérieurs, Mgr Rasneur semble en attribuer la responsabilité à J. Valschaerts, qu'il dit "très affecté" de son intervention. Il ajoute : "Certes, sa rectification est incomplète, mais quand a-t-on vu un journaliste déclarer loyalement : je me suis trompé, j'ai exagéré, etc... ? Le *peccavi* sincère et formel ne se dit guère qu'au confessionnal". Voilà qui pourrait rassurer la J.O.C., à laquelle aucun reproche n'est adressé.

La réaction immédiate de Cardijn ne nous est pas connue. Il est fort probable, en tout cas, que pareille lettre l'ait ébranlé. Si son mouvement bénéficie de la sympathie des évêques lorsqu'il est attaqué, ne risque-t-il pas de la perdre en devenant à son tour l'agresseur ? Un article jugé trop polémique, publié au moment où l'autorité religieuse souhaite le silence et où le contradicteur respecte cette directive, ne donnerait-il pas raison à ce dernier ? Autant de questions qui, vraisemblablement, troublent l'aumônier jociste.

Très vite, cependant, l'intéressé entrevoit une autre solution. Cette alternative lui est suggérée par un mot du docteur Wibo (112), reçu le même jour. Elle consiste à remplacer la campagne de presse initialement prévue par des démarches discrètes auprès d'industriels catholiques, afin de susciter des lettres de protestation adressées au *Rappel*, dans l'espoir d'obtenir un désaveu de son directeur (113). L'idée est assez naïve (114). Elle est pourtant retenue par l'aumônier

(112) Maurice Wibo (1878-1969) est docteur en médecine, ophtalmologue et homme d'œuvres très connu à Bruxelles. Il est notamment co-fondateur (1922) et président (1926-1951) de la Société Médicale Belge de Saint-Luc, co-fondateur de l'Aide Médicale aux Missions (1924), fondateur de la Ligue de la Moralité Publique, qu'il dirige jusqu'à son décès. Il collabore avec la J.O.C. dans diverses campagnes pour le respect des bonnes mœurs et la mise sur pied de ses services de tutelle sanitaire (R. DE GUCHTENEERE, "In memoriam. Docteur Maurice Wibo", *Saint-Luc Médical*, 1969, no. 4, pp. 3-6).

(113) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, lettre du docteur Wibo à Cardijn, 30.3.1931.

(114) Comme J. Valschaerts, vu les liens qui existaient entre ce dernier et les administrateurs de son journal, nous pensons qu'il fallait être naïf pour croire en cette possibilité (Entretien du 11.9.1982).

jociste, qui désire encore obtenir réparation du "préjudice" causé à son mouvement.

Officiellement, Cardijn s'en tiendra à l'attitude préconisée par Mgr Rasneur. En coulisses, il poursuivra ses manoeuvres. Côté cour, l'impétueux chanoine informe Tournai de son intention de renoncer à toute publication à propos de l'affaire, mais formule des plaintes sur les conséquences que celle-ci aura sur le financement de son mouvement (115). Il reçoit des encouragements et même l'assurance d'une intervention épiscopale auprès des bienfaiteurs qui voudraient retirer leurs contributions (116). Côté jardin, le même Cardijn suscite au moins une lettre de protestation, adressée à son contradicteur par le baron J. de Dorlodot (117) et dont il reçoit copie (118). Il demande aussi communication d'un hypothétique "dossier", précédemment constitué contre le directeur du *Rappel*, au cas où "l'affaire irait devant les évêques ou à Rome" (119). Enfin, à l'insu de J. Valschaerts (120), il rencontre E. Misonne (121) pendant près de deux heures, afin d'obtenir un désaveu des deux articles critiquant son mouvement. Comme il l'écrit à un correspondant, il se serait "humilié" pour obtenir gain de cause, allant jusqu'à reconnaître "toutes les fautes possibles et impossibles de la J.O.C." (122). En vain. La nouvelle stratégie de l'aumônier général mène à une impasse.

Entre-temps, les échanges de lettres avec J. Valschaerts se poursuivent. Le 31 mars, ce dernier précise ce qu'il reproche au mou-

(115) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, lettre de Cardijn à Mgr Rasneur, 31.3.1931.

(116) *Ibid.*, réponse de Mgr Rasneur à Cardijn, 1.4.1931.

(117) Le baron Joseph de Dorlodot (1871-1941), administrateur de sociétés et bienfaiteur de la J.O.C., appartient au rameau namurois de la famille. Le directeur du *Rappel* l'a rencontré à l'une ou l'autre reprise, mais n'entretient pas avec lui de relations suivies (renseignements aimablement communiqués par Marie-Madeleine de Dorlodot et entretien avec J. Valschaerts du 11.9.1982).

(118) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, copie de la lettre du baron J. de Dorlodot à J. Valschaerts, 31.3.1931. L'auteur y expose, en gros, les arguments de la J.O.C.

(119) *Ibid.*, lettre de Cardijn au chanoine Scarmure, 1.4.1931. Il sera répondu à l'aumônier jociste que pareil dossier n'existe pas.

(120) Entretien du 11.9.1982.

(121) Etienne Misonne (Gilly, 1864 - Charleroi, 1943), docteur en droit et avocat, appartient à une famille de catholiques fortunés étroitement mêlés à l'histoire du *Rappel*. Il préside alors le conseil d'administration du journal, en plein accord avec J. Valschaerts ("In memoriam. M. Etienne Misonne", *Le Rappel*, 24.1.1945 et renseignements aimablement communiqués par M. Drion du Chinois, administrateur-délégué du quotidien carolorégien).

(122) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, lettre de Cardijn au baron J. de Dorlodot, 3.4.1931 (évoquant des faits antérieurs).

vement : “ses compromissions avec un organisme politique contesté et contestable, la Ligue des travailleurs chrétiens”. Il affirme n’avoir pas voulu critiquer la J.O.C. en elle-même, moins encore ses chefs et ses méthodes. Il se dit prêt à rencontrer Cardijn pour dissiper tous les malentendus de la controverse. Il est disposé à reconnaître publiquement ses torts, si son interlocuteur lui prouve qu’il a commis une erreur (123).

Dès le lendemain, l’aumônier général de la J.O.C. répond sèchement à cette proposition. Il annonce son intention de suspendre la polémique, par déférence pour l’autorité religieuse. Il ne retire, cependant, aucune de ses accusations. Il maintient que le directeur du *Rappel* a “fait au mouvement un tort moral et matériel incalculable”. Il lui reproche aussi d’avoir publié “des erreurs théologiques mille fois plus regrettables qu’une exagération de Jociste”. Considérant toute entrevue comme une perte de temps, le bouillant chanoine prétend qu’il ne garde pas rancune à son interlocuteur. Tout, dans sa réponse, démontre le contraire (124).

Le 2 avril, nouvelle lettre de J. Valschaerts. Ce dernier y constate que son différend avec Cardijn “déborde largement les déclarations de M. Dereau”. En dénonçant “l’Ecole de la J.O.C.”, il a voulu atteindre la Ligue des travailleurs chrétiens, à laquelle le mouvement “abandonne la défense des intérêts politiques de ses membres”. Ces liens, ajoute le journaliste, sont “inadmissibles et périlleux, tant pour la J.O.C. que pour les mutualités”. Et le directeur du *Rappel* de citer d’autres faits qui l’inquiètent :

- “ licence donnée aux politiciens de la Ligue des travailleurs chrétiens d’invoquer, dans leurs congrès ou dans leurs désaccords avec d’autres catholiques, l’activité de la J.O.C. comme un témoignage de leur force et comme un titre à des revendications politiques;
- participation de la J.O.C. à des manifestations politiques de la Ligue;
- réunions de sections jocistes, à Charleroi et à Marchienne-au-Pont, dans des locaux politiques où ne peuvent aller tous les catholiques;
- à Marchienne, abandon par la J.O.C. du local traditionnel des Oeuvres pour aller s’établir dans le local de M. le député Bodart”.

Selon J. Valschaerts, il est encore d’autres “équivoques”, témoignant de la “dépendance dans laquelle le mouvement se trouve à l’égard de la L.N.T.C.” : en particulier les critiques formulées par l’hebdomadaire *J.O.C.* envers “la presse dite catholique, principalement anti-sociale”. Le journaliste n’admet pas non plus que des “erreurs théo-

(123) *Ibid.*, lettre de J. Valschaerts à Cardijn, 31.3.1931.

(124) *Ibid.*, lettre de Cardijn à J. Valschaerts, 1.4.1931.

logiques” lui soient attribuées (125) : jamais, précise-t-il, il n’a repris à son compte le raisonnement qu’il a mis dans la bouche d’un Jociste, troublé par les propos de L. Dereau (126).

Le lendemain, Cardijn répond en exprimant sa stupéfaction devant l’affirmation “L’école de la J.O.C., c’est la L.N.T.C.”. Il refuse, toutefois, de poursuivre la polémique. Il écrit :

“Tout le monde est aveuglé actuellement par un seul point de vue, le point de vue politique. En attendant que les passions se calment de part et d’autre, nous prions pour que tous puissent se placer à un point de vue plus élevé, le seul vraiment catholique : le plus grand bien des âmes”.

Admettant l’existence de faiblesses à la J.O.C., l’aumônier général demande qu’on l’aide à les faire disparaître, plutôt que de détourner les catholiques fortunés de son mouvement. Abandonnant ses accusations antérieures de calomnie et de déloyauté, le chanoine négocie un nouveau virage, en exposant la thèse du “complot socialiste”. Selon lui, le P.O.B. aurait tendu un piège aux catholiques, en s’efforçant de les diviser et “d’ameuter certains d’entre eux contre la J.O.C.”. En tombant dans le panneau, *Le Rappel* aurait, inconsciemment, répondu à l’attente des auteurs de ce “dessein infernal”. Rejetant l’entière responsabilité du conflit sur l’ennemi commun, Cardijn appelle son interlocuteur à lutter ensemble contre le socialisme (127).

Cette lettre du 3 avril est la dernière que le fondateur de la J.O.C. adresse à J. Valschaerts. Désormais, la polémique est close.

6. SURPRENANTE VOLTE-FACE

En retrouvant sa sérénité, Cardijn a admis l’existence de lacunes dans la formation donnée aux militants jocistes. Désireux d’éviter le renouvellement d’incidents analogues à celui de Carnières, le secrétariat général prend les dispositions adéquates : il inscrit une leçon

(125) J. Valschaerts s’en est expliqué en ces termes : “J’ai toujours eu le souci d’éclairer ma foi par des lectures, des conversations avec des prêtres et des religieux”. L’accusation formulée par Cardijn lui apparaissait comme “un enfantillage de mauvais théologien” : tout baptisé, rappelait-il, bénéficie de l’assistance du Saint-Esprit (entretien du 11.9.1982).

(126) A.C., 291, *Meeting contradictoire de Carnières*, lettre de J. Valschaerts à Cardijn, 2.4.1931.

(127) *Ibid.*, lettre de Cardijn à J. Valschaerts, 3.4.1931.

d'histoire au programme de la Semaine d'étude des dirigeants fédéraux, qui a lieu à Godinne, à la mi-avril 1931.

Le 13 de ce mois, le Père J. Arendt (128) évoque devant l'assemblée "ce que les catholiques belges ont fait pour la classe ouvrière depuis cent ans" (129). L'exposé prend le contre-pied des critiques formulées par L. Dereau lors du meeting du 22 mars précédent.

Récusant "les vues absolument fausses diffusées depuis trente ans, avec de très bonnes intentions, par la littérature démocratique chrétienne", l'orateur attribue la quasi totalité du progrès social à l'action des catholiques. Devant des militants sans doute stupéfaits, il affirme péremptoirement :

"Si vous êtes dans une situation convenable aujourd'hui (130), c'est dû plus à Léopold II et à M. de Smet de Nayer (131) qu'aux socialistes belges (...). Le socialisme est l'enfant légitime du libéralisme, ses tenants sont des libéraux plus profonds et plus sincères que les autres (...). Ce sont les catholiques qui sont le mouvement positif et les socialistes les singes. Tout ce qui a été préconisé de positif (pensions, mutualités, etc...), tout cela a été organisé par les catholiques".

Des auditeurs ne sont pas convaincus. Le Père Arendt dialogue avec eux. Il a réponse à tout, adaptant le passé aux thèses qu'il défend. Lorsqu'un dirigeant du Borinage lui objecte la pression exercée par le mouvement ouvrier, à l'occasion des événements de 1886, il réplique :

(128) Joseph Arendt (1885-1952), ingénieur, licencié en sciences administratives et politiques, jésuite, a été ordonné prêtre en 1926. Après avoir contribué à l'organisation des syndicats chrétiens dès avant la première guerre mondiale, il devient directeur du service d'études de la Confédération en 1928. Il est le conseiller très écouté du mouvement jociste, dont il apparaît comme "l'idéologue" (S.H. SCHOLL, *150 jaar...*, *op.cit.*, t. II et III).

(129) A.C., 270, *Semaine d'étude de Godinne de 1931*, leçon no. 4, compte rendu dactyl.

(130) Tel ne semble pas être l'avis des Jocistes de 1931, dont la presse se plaint de nombreuses atteintes à la dignité des jeunes travailleurs.

(131) Le comte Paul de Smet de Nayer (Gand 1843 - Bruxelles, 1913), industriel et homme politique catholique, est successivement député (1886-1910), sénateur (1910-1913), ministre des Finances et chef du cabinet (1896-1899), chef du cabinet, ministre des Finances et des Travaux publics (1899-1907). Ministre d'Etat depuis 1899, il est annobli en 1900. Parmi les réalisations de son ministère figure la promotion des habitations ouvrières à bon marché, mesure qui a la faveur de la démocratie chrétienne. Voir N. DE CLEENE, notice "de Smet de Nayer", *Biographie coloniale belge*, t. I, Bruxelles, 1948, col. 852-856.

“Ce sont là des incidents malheureux, des troubles qui ont agité une petite partie du Hainaut, un mouvement qui n’a laissé aucune trace durable. Si vous étudiez les résultats des grandes grèves, avec ce qu’elles coûtent et les dommages qu’elles causent, vous conviendriez avec moi qu’il vaudrait mieux ne pas les faire”.

Voilà une profession de foi qui n’aurait certes pas déplu aux catholiques conservateurs. Qui sait, après tout, si J. Valschaerts, l’adversaire d’hier, n’aurait pas tenu le même langage...

CONCLUSION

La controverse Cardijn-Valschaerts est révélatrice à maints égards. Elle témoigne, en premier lieu, de la profonde division du “monde catholique” belge durant l’entre-deux-guerres. Conservateurs et démocrates s’affrontent en politique comme sur le terrain idéologique. En 1930, leur rivalité s’étend aux oeuvres ouvrières. Avec la présente affaire, ce sont les mouvements de jeunesse et la presse qui risquent d’être entraînés dans la bataille. Perçue comme une étape dans la succession des guerres de tendances au sein du parti catholique, la polémique de mars-avril 1931 paraît moins anodine que nous le pensions au départ. Si elle avait dégénéré en crise ouverte, elle aurait pu être le prélude à une généralisation du conflit.

Outre la multiplicité des heurts, le climat tendu manifeste l’ampleur du fossé qui s’est creusé entre les parties. Chacune d’entre elles est sur le qui-vive, prête à monter en ligne à la moindre provocation. Entretienue par les incidents des derniers mois, cette susceptibilité dispose les protagonistes aux procès d’intention et aux amalgames sommaires. Dans les déclarations de L. Dereau, J. Valschaerts voit l’influence de la L.N.T.C., non des phrases à l’emporte-pièce lancées par un orateur fougueux. De la même manière, les articles du *Rappel* apparaissent aux directeurs des Oeuvres sociales comme un nouveau coup bas porté à leurs organisations, non comme l’attitude isolée d’un intellectuel réactionnaire. De son côté, Cardijn les perçoit comme une mise en cause directe de “l’oeuvre de sa vie”, non comme l’expression d’inquiétudes sur les sympathies politiques des Jocistes. Il n’en faut pas davantage pour qu’un dialogue de sourds se mue en controverse acerbe.

Seule l’autorité religieuse garde son sang-froid. Refusant de prendre ouvertement parti, Mgr Rasneur prodigue à tous des conseils de modération et de prudence. Si le coeur de l’évêque semble pencher pour la J.O.C., celle-ci n’en est pas moins priée de se taire. Telle est la résolution prise par le prélat : faire le silence sur l’affaire,

pour permettre à chacun de retrouver la sérénité et obtenir ainsi l'apaisement. Tranchant avec les fameux "coups de crosse" de confrères plus impérieux, l'attitude de l'évêque de Tournai relève, pourtant, de la même logique : le refus des divisions, perçues comme autant de menaces pour la citadelle catholique et ses bastions que sont les oeuvres. Si la forme de l'arbitrage épiscopal varie selon les personnes et les époques, ses justifications demeurent identiques.

A travers les prises de position de Cardijn, la polémique éclaire également la place, à la fois difficile et ambiguë, que la J.O.C. occupe sur l'échiquier socio-politique. Comme les diverses composantes du monde ouvrier chrétien, le mouvement est tiraillé entre deux fidélités : fidélité à l'Eglise, qui implique une collaboration avec tous les catholiques au nom du "plus grand bien des âmes", et fidélité à la classe ouvrière, qui l'amène à se démarquer des conservateurs, parfois à les condamner. L'équilibre entre les deux pôles est difficile à maintenir. Les ecclésiastiques insistent sur le premier, les militants laïcs, du côté wallon surtout, sont très attachés au second. De tels engagements dérangent les radicaux de tous bords. Ils valent à l'organisation les critiques de la gauche socialiste et les remontrances de la droite catholique. Assise entre deux chaises, la J.O.C. est aussi prise entre deux feux. Les coups font mal lorsqu'ils convergent.

Pour inconfortable qu'elle soit, cette position présente aussi des avantages. Au P.O.B., le mouvement peut opposer ses réalisations sociales et son influence croissante dans le monde ouvrier. Aux conservateurs, la dimension religieuse de son apostolat et la concurrence qu'il inflige à la gauche anticléricale. Avec un sens tactique indéniabie, Cardijn joue sur les deux registres. En se démarquant des socialistes, il peut obtenir la caution épiscopale et des subsides de notables conservateurs. Cela ne l'empêche nullement d'affirmer le caractère de classe de son organisation, ni d'adresser des critiques parfois sévères à la bourgeoisie catholique. Les déclarations de L. Dereau et les remontrances de J. Valschaerts ont, en réalité, des effets similaires : elles risquent d'obliger l'aumônier général à se montrer plus cohérent, en posant des choix clairs. Il se dérobe devant l'obstacle, cherchant refuge dans le giron protecteur de l'autorité religieuse.

La même ambiguïté se retrouve au plan doctrinal. Tantôt la J.O.C. insiste sur les lacunes de l'action sociale des catholiques, afin de se présenter comme "le seul mouvement de rechristianisation véritable de la classe ouvrière". Tantôt elle chante les louanges de ce même parti, pour damer le pion aux socialistes. En optant nettement pour la première attitude, L. Dereau provoque le retour de balancier

de Godinne. Etonnantes oscillations pendulaires au sein d'une organisation moins homogène qu'on le pense généralement, traversée en tout cas de courants contradictoires dont elle tente, difficilement, de réaliser la synthèse (*).

HET GESCHIL CARDIJN-VALSCHAERTS
(MAART-APRIL 1931)

door

P. WYNANTS

SAMENVATTING

Onder leiding van kanunnik J. Cardijn was de Katholieke Arbeidersjeugd (K.A.J.) in 1930 in volle uitbreiding. Haar toenemende invloed verontrustte de Jonge Socialistische Wacht die er een heftige campagne tegen voerde. Doordat zij onvoldoende gesteund werden door de katholieke pers raakten de K.A.J.-ers enigszins verbitterd.

Jean Valschaerts, hoofdredacteur van *Le Rappel* van Charleroi, nam hun verdediging helemaal niet op zich en zijn stilzwijgen was het gevolg van vroegere disputen.

Daar hij gekant was tegen de indeling van de Belgische Katholieke Jeugdvereniging volgens sociale lagen, had hij geen goed oog op de stichting van de K.A.J. Als reactionair katholiek kon hij niet goedkeuren dat deze beweging aansloot bij het Algemeen Christelijk Werkersverbond wiens progressistische standpunten hem ergerden.

Zeer geëngageerd in het Maurassiaanse kamp tijdens de polemieken van 1925-26 bleef hij in onmin met zijn toenmalige tegenstanders, onder wie een aantal vrienden van Cardijn. In 1930 keurde Jean Valschaerts de versteviging af van de banden tussen de K.A.J. en de christendemocraten die dan in een open conflict lagen met zijn vrienden van de katholieke rechtervleugel. Ten slotte kon hij ook de kritiek niet aanvaarden die de K.A.J.-beweging uitbracht op de conservatieve pers.

Een incident bracht hem ertoe openlijk uiting te geven aan zijn ongenoegen. Tijdens een debatvergadering die in Carnières door de Socialistische Jonge Wacht werd georganiseerd, minimaliseerde Louis Dereau, vast K.A.J.-leider van La Louvière, de sociale verwezenlijkingen van de katholieke partij en loofde hij de actie van de Belgische Werkliedenpartij.

Jean Valschaerts zette zich dadelijk aan het schrijven : tot tweemaal toe laakte hij in *Le Rappel* de ongunstige invloed van de christendemocraten die hij

(*) Merci à Olivia Sudan pour sa collaboration. Je dois beaucoup aux suggestions et remarques de M. Fiévez, Ch. Langlet (†), J. Meert, E. Defoort et J. Valschaerts (†). Que tous trouvent ici l'expression de ma gratitude.

voorstelde als "de leerschool van de K.A.J.". Gedurende heel deze nieuwe controverse (maart-april 1931) bleef hij op dit standpunt.

Verontwaardigd beschuldigde Cardijn *Le Rappel* van laster. Hij beweerde dat de artikels van Jean Valschaerts van aard waren om zijn beweging te beroven van de geldelijke steun vanwege de katholieke notabelen, die zij nodig had om in leven te blijven.

Met de steun van zijn vrienden, onder wie er verscheidene proosten van de Sociale Werken waren, die zeer vijandig stonden tegenover Jean Valschaerts, hitste de leider van de K.A.J. de bisschoppen op en vroeg hij om eerherstel. Zijn briefwisseling met de hoofdredacteur van *Le Rappel* bracht de standpunten geenszins nader tot elkaar.

De Bisschop van Doornik, Mgr Rasneur, scheen de K.A.J. eerder gunstig gezind. Uit vrees voor een uitbreiding van de polemiek vroeg hij nochtans aan beide partijen voortaan het stilzwijgen te bewaren. Cardijn, die zinnens was de onenigheid openbaar te maken, moest van dit plan afzien. Achter de schermen probeerde hij Jean Valschaerts te doen afkeuren door de administrateurs van *Le Rappel*, doch dit maneuver was tot mislukking gedoemd.

De algemene proost van de K.A.J. stelde uiteindelijk aan zijn tegenstrever voor om een eind te maken aan het geschil om zijde aan zijde het socialisme te bestrijden.

De K.A.J. trok de nodige les uit het incident van Carnières. Ter gelegenheid van de studieweek voor federale leiders (Godinne, midden-april 1931) loofde pater Arendt de sociale verwezenlijkingen van de katholieke partij en minimaliseerde hij de bijdrage van de socialisten. De redenaar kreeg niet de goedkeuring van alle deelnemers : hij formuleerde uit naam van de beweging standpunten die zeer dicht kwamen bij die welke Jean Valschaerts verdedigd had...

Het geschil Cardijn-Valschaerts is typerend voor de grondige verdeeldheid in de Belgische "katholieke wereld" tussen de twee wereldoorlogen. De tussenkomst van Mgr Rasneur is ook kenmerkend voor de bezorgdheid van de bisschoppen : de ogenschijnlijke samenhang van de katholieken moest bewaard blijven, zelfs door hun het zwijgen op te leggen, om de invloed van de Kerk veilig te stellen. Ten slotte toont de polemiek aan welke delicate en dubbelzinnige plaats de K.A.J. innam op het socio-politieke schaaftbord van het land. De beweging was voortdurend verscheurd tussen twee vormen van solidariteit : de trouw aan de Kerk, wat een samenwerking met alle katholieken inhield, en het engagement in de schoot van de arbeidersklasse, dat botsingen moest veroorzaken met de christen-rechtere vleugel. De stellingen ingenomen door L. Dereau en J. Valschaerts, dwongen Cardijn bijna om een kamp te kiezen, maar hij verzette zich daar categoriek tegen en zocht steun bij de katholieke overheid.

THE CARDIJN-VALSCHAERTS CONTROVERSY

(MARCH-APRIL 1931)

by

P. WYNANTS

SUMMARY

Under the direction of canon J. Cardijn the Christian Working-Youth Association (C.W.Y.) was in full expansion in 1930. Its increasing influence

alarmed the Socialist Young Guards who conducted a vehement campaign against it. Insufficiently supported by the catholic press, the C.W.Y. got somewhat embittered.

Jean Valschaerts, editor of *Le Rappel* of Charleroi, did not at all take their defence and his silence resulted from former controversies. As he was opposed to the specialization of the Belgian Catholic Youth Association on the basis of social layers, he saw the foundation of the C.W.Y. with regret, being vexed by their progressist options. Strongly engaged in the Maurassian camp during the polemics of 1925-1926, he remained on bad terms with his former opponents, many of whom were friends of Cardijn's. In 1930 Jean Valschaerts disapproved of a strengthening of the ties between the C.W.Y. and the christian democrats, who were then openly in conflict with his friends in the right wing of the catholic party. Finally, he could not accept the criticism which the C.W.Y. addressed to the conservative press. An incident induced him to give public utterance to his displeasure.

During a debat meeting, organized by the Socialist Young Guards at Carnières, Louis Dereau, permanent of the C.W.Y.-La Louvière, minimized the social realizations of the catholic party and paid tribute to the action of the Belgian Labour Party.

Jean Valschaerts immediately set to writing : in *Le Rappel*, on two occasions he blamed the unfavourable influence of the christian democrats whom he called "the school of the C.W.Y.". All along this new controversy (March-April, 1931) he persisted in this point of view.

Outraged Cardijn accused *Le Rappel* of slander. He claimed that the articles of Jean Valschaerts were such that they deprived his movement of the leading catholics' financial support which it needed for survival. Supported by his friends, many of whom were chaplains of the Welfare Works and very hostile to Jean Valschaerts, the leader of the C.W.Y. stirred up the bishops and demanded rehabilitation. His correspondence with the editor of *Le Rappel* did not at all reconcile the points of view.

The bishop of Tournai, Mgr Rasneur, seemed rather in favour of the C.W.Y. Yet, fearing a further spread of the polemics, he asked both parties to be silent. Cardijn, who intended to make the difference public, had to abandon this plan. Acting behind the scenes he tried to obtain a disapproval of Jean Valschaerts on the part of the managers of *Le Rappel*, a manoeuvre which failed. Finally, the chaplain-general of the C.W.Y. proposed to his adversary to put an end to the controversy in order to combat socialism side by side.

The C.W.Y. drew its conclusions from the Carnières incident. On the occasion of a study-week of its federal leaders (Godinne, mid-April 1931) Father Arendt praised the social realizations of the catholic party, minimizing the contribution of the socialists. The speaker did not get the approval of all the participants : he expressed the standpoints of the movement, which came very close to those defended by Jean Valschaerts...

The Cardijn-Valschaerts controversy illustrates the profound discord of the Belgian "catholic world" in the period between the two world-wars. The intervention of Mgr Rasneur is also characteristic of the concern of the bishops : the apparent cohesion of the catholics must be preserved, even by imposing silence on them, in order to secure the influence of the Church.

Finally, the polemics show the delicate and ambiguous place which the C.W.Y. occupies on the socio-political chess-board of the country.

The movement is continually swung between two forms of solidarity : loyalty to the Church, which implies a collaboration with all the catholics, and

the engagement within the working-class, which must entail clashes with the christian right wing. The stands taken by L. Dereau and J. Valschaerts almost obliged Cardijn to chose his camp, which he explicitly refused to do, trying to obtain the support of the religious authorities.

**P. Wynants, Facultés Universitaires N.D. de la Paix,
Unité Meuse-Moselle, 8 Rempart de la Vierge, 5000 Namur.**